



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE SPÉCIAL

15 juin 2005

Enquête réalisée par téléphone par **PluriConseil**, pour *L'Express*, du 6 au 8 juin 2005, auprès d'un échantillon de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Sans conviction

Par ERIC NG PING CHEUN

A l'heure où nous écrivions, les deux blocs politiques n'ont pas encore publié leur manifeste pour les élections générales du 3 juillet. Ainsi sont nos politiciens cherchant à devenir les représentants du peuple : ils se disent tous grands démocrates, mais ne respectent pas le minimum de ce qu'exige une démocratie normale dans une élection, en l'occurrence un programme d'idées bien précis sur lequel les citoyens aimeraient aller voter. Pour un professionnel, qui n'est pas intellectuellement limité, c'est tout simplement inacceptable.

Il était prévu, au départ, que le présent baromètre économique "Spécial Elections" soit axé sur le contenu des programmes économiques de l'Alliance MSM-MMM et de l'Alliance Sociale. En l'absence d'un tel programme, les questions posées à notre échantillon de 30 analystes économiques et financiers (des économistes, des cambistes, des agents de change, des gestionnaires de portefeuille et des directeurs financiers) sont assez générales. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les répondants ne sont pas tendres envers la classe politique. Pour citer une analyste, *"our main political parties are bent on taking us for a big ride, instead of giving us a clear direction of their economic agenda"*.

Néanmoins, l'enquête du présent baromètre est riche en enseignements. D'abord, il est inquiétant de constater que neuf analystes sur dix considèrent que chacune des deux Alliances n'a pas une "bonne" équipe de candidats pour relever nos défis économiques. Un analyste résume bien le profil des deux équipes en les qualifiant de *"old wine in new bottle"*. C'est dire la déception de nos analystes du fait que ces élections sont une occasion gâchée d'un renouvellement de la classe politique.

Ensuite, la quasi-unanimité des analystes estime que l'économie mauricienne ne se porte pas bien. Ce jugement sévère prend à contre-pied nos gouvernants qui prétendent avoir *"redressé le pays"*. Mais l'Opposition ne doit pas trop se réjouir d'un tel constat. Elle devrait plutôt mesurer l'étendue du travail à abattre en cas d'un retour aux affaires. A charge pour le secrétaire général du Parti Travailleuse de bien réfléchir s'il est opportun, dans la situation économique actuelle, de rendre le secteur privé *"moins puissant"*.

Qu'est-ce qui explique l'état passable, voire mauvais, de notre économie ? A rebours d'une candidate de l'Alliance Sociale qui a ironisé sur le *"prétexte du contexte international"* du gouvernement, une majorité des analystes interrogés admettent que les conjonctures internationales en sont *"grandement*

responsables”. N’empêche que deux analystes sur cinq estiment que les politiques gouvernementales suivies sont aussi “grandement responsables” de nos problèmes économiques, notamment le chômage. Quoi qu’en dise le ministre du Travail sur le nombre de chômeurs à Maurice, 93% des analystes trouvent que le chômage est un “problème sérieux” ou un “très gros problème”.

Que peut-on attendre du prochain gouvernement qui sortira des urnes ? Face à des politiciens qui n’affichent pas des convictions, nos analystes ont répondu sans conviction sur l’Alliance qui serait susceptible d’appliquer la meilleure politique pour relancer l’économie. Comme il leur faut bien faire un choix, les réponses des analystes convergent vers une certaine logique.

Cette logique est que le grand secteur privé est perçu comme plus proche d’un gouvernement MSM-MMM, donc plus à l’aise de travailler avec ce dernier, alors qu’un gouvernement formé par l’Alliance Sociale, avec Rama Sithanen comme ministre des Finances, serait plus apte à apporter des solutions techniques aux problèmes économiques, tels le chômage et l’inflation. Un bon point donc pour l’Alliance MSM-MMM : 63% des analystes affirment qu’elle peut encourager l’investissement mieux que l’Alliance Sociale.

Celle-ci doit vite rassurer ceux qu’elle dénomme le “grand capital”. Car, sans investissement, il n’y a pas de création d’emplois. Puisque le gouvernement n’a pas résolu le chômage, une majorité d’analystes (60%) disent par défaut que l’Alliance Sociale peut apporter une meilleure politique pour créer des emplois. Au cas où les élections se jouent sur les “*bread and butter issues*”, l’Alliance Sociale semble donc mieux placée que l’Alliance MSM-MMM. On ne manquerait toutefois pas d’ironiser qu’un “gouvernement d’unité nationale” trouverait peut-être la meilleure politique de l’investissement qui serait aussi la meilleure politique de l’emploi !

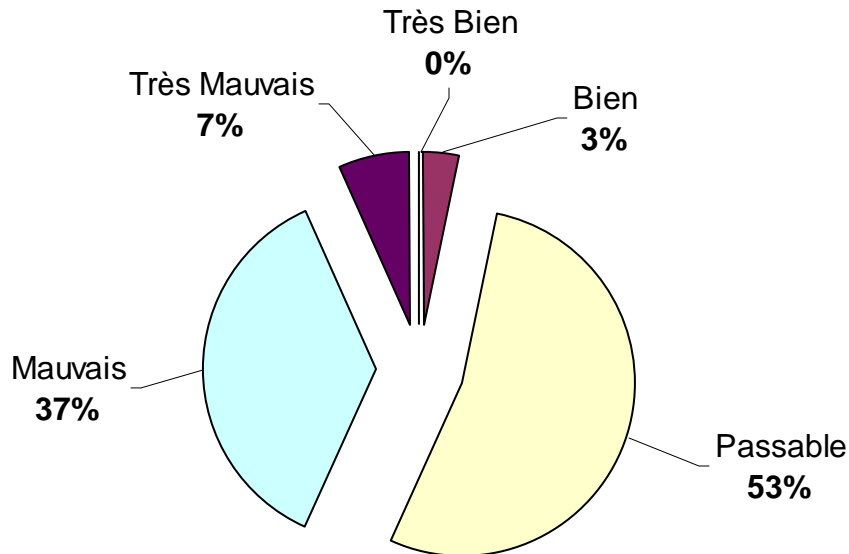
Le prochain gouvernement, quel qu’il soit, aura à réformer l’Etat. Un analyste sur deux pense que le déficit budgétaire et la dette publique constituent un “très gros problème”, tout comme la bureaucratie et la corruption pour 57% des analystes. Assainir les finances publiques fera diminuer les pressions sur l’inflation et la roupie. Enlever des obstacles administratifs qui invitent à des actes de corruption, c’est permettre aux entreprises de créer des emplois. Voilà deux grandes mesures que l’Etat doit prendre pour aider l’entreprise à s’adapter à la libéralisation des échanges commerciaux.

Mais le secteur privé aussi demeure en reste. Une majorité d’analystes (57%) le trouve “plus ou moins responsable” de ce qui arrive à l’économie aujourd’hui. Si l’Etat a besoin du secteur privé, ce dernier doit changer ses attitudes. Les deux doivent regarder dans la même direction.

(www.pluriconseil.com)

1) Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie mauricienne ?

L'état actuel de l'économie mauricienne



Commentaire : L'économie mauricienne n'est pas bien

Tous les analystes, à l'exception d'un seul, sont d'avis que notre économie n'est pas bien. Si la majorité d'analystes (53%) pensent que l'état de l'économie est "passable", 43% d'analystes estiment qu'il est "mauvais" ou "très mauvais". Pour les premiers, le pays s'en sort pas si mal dans un contexte où les facteurs internationaux lui sont défavorables. Avec un taux de 5,1% attendu pour cette année, notre croissance économique est quand même encourageante. Pour les autres analystes, cependant, cette croissance n'est alimentée que par les dépenses massives et improductives de l'Etat dans des travaux de construction. Du reste, le faible niveau de l'investissement privé (14,8% du PIB) explique le chômage actuel (8,5%). Puis, le déficit budgétaire (5% du PIB) et la dépréciation de la roupie sont deux sources majeures d'une inflation élevée (5,5%), celle-ci étant un impôt déguisé.

2) Comment évaluez-vous les **facteurs** pouvant expliquer l'état actuel de notre économie ?

	Les politiques gouvernementales	Les attitudes du secteur privé	Les conjonctures internationales
Pas responsables	0%	20%	10%
Plus ou moins responsables	60%	57%	37%
Grandement responsables	40%	23%	53%
TOTAL	100%	100%	100%

Commentaire : Les conjonctures internationales grandement responsables

La majorité des analystes (53%) admettent que les conjonctures internationales (notamment la concurrence des produits textiles chinois et la forte hausse des prix pétroliers) sont “grandement responsables” de l'état passable, voire mauvais, de l'économie mauricienne. Par ailleurs, aucun analyste ne dédouane le présent gouvernement de la situation économique actuelle du pays : tous les analystes trouvent que les politiques gouvernementales y ont une part de responsabilité, faute de mesures significatives pour relancer l'économie. D'autre part, un analyste sur cinq n'a aucun reproche à faire au secteur privé. Mais 80% des analystes estiment que les attitudes du secteur privé sont “plus ou moins responsables” ou “grandement responsables” de l'état actuel de notre économie, car il n'a pas été suffisamment agressif et n'a pas exploité tout son potentiel en matière d'investissement.

3) Comment évaluez-vous les **défis** auxquels fait face notre économie ?

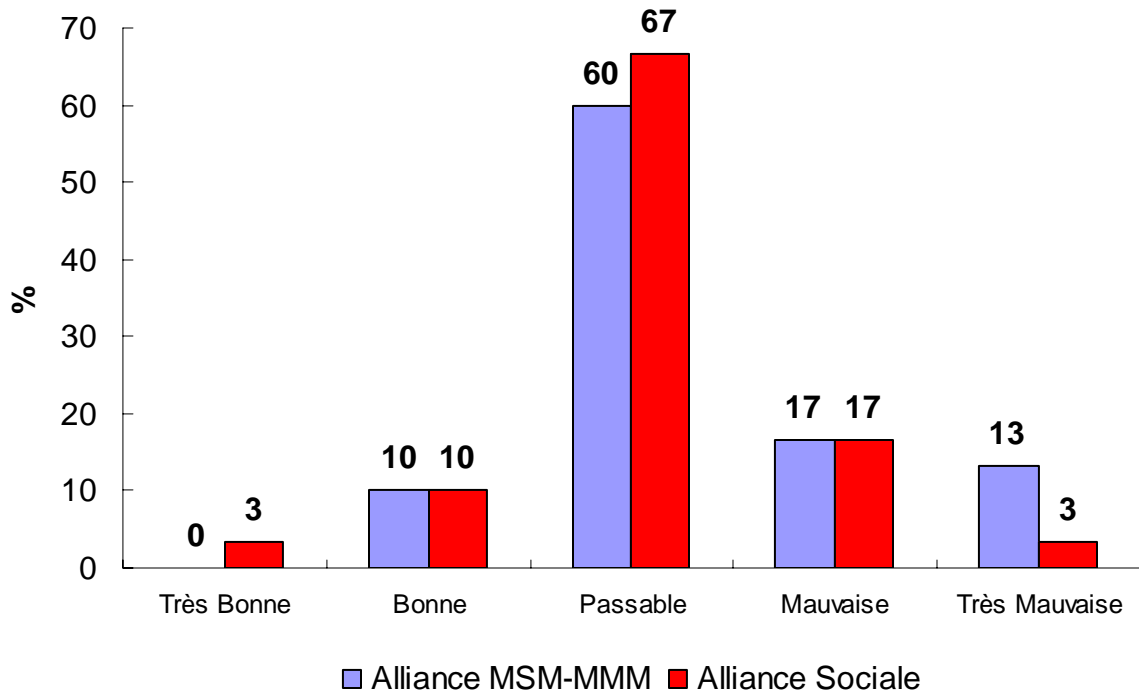
	Chômage	Inflation et instabilité de la roupie	Déficit budgétaire et dette publique	Libéralisation des échanges commerciaux	Bureaucratie et corruption
Pas un problème	0%	0%	0%	7%	0%
Problème mineur	7%	17%	10%	13%	3%
Problème sérieux	63%	53%	40%	57%	40%
Très gros problème	30%	30%	50%	23%	57%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Commentaire : L'Etat est un très gros problème

Dans la mesure où le déficit budgétaire, la dette publique, la bureaucratie et la corruption sont directement liés à la gestion étatique, on peut dire que, pour la majorité des analystes, l'Etat est un "très gros problème". Mais il faut aussi souligner que le chômage constitue un "problème sérieux" ou un "très gros problème" pour 93% des analystes, tout comme l'inflation et l'instabilité de la roupie pour 83% des analystes. Par ailleurs, un analyste sur cinq considère la libéralisation des échanges commerciaux comme n'étant "pas un problème" ou comme un "problème mineur". Vu que notre économie est condamnée à rester ouverte au commerce international, il revient aux entreprises d'accroître leur compétitivité en vue d'affronter la concurrence étrangère. Pour cela, le gouvernement doit rendre l'économie plus flexible.

4) Comment évaluez-vous **l'équipe** des candidats des deux **Alliances** en terme de capacités pour relever nos défis économiques ?

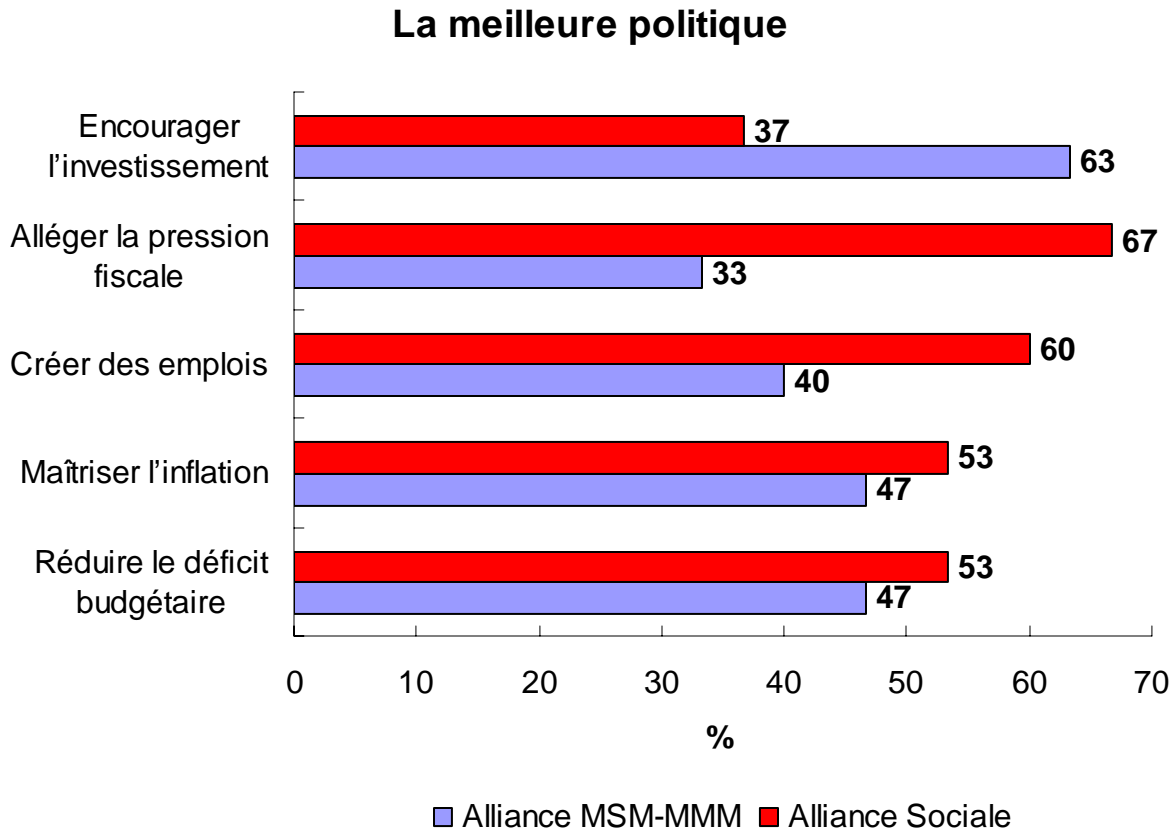
L'équipe des candidats



Commentaire : Deux équipes passablement égales

L'équipe des candidats de l'Alliance MSM-MMM est "passable" aux yeux de 60% des analystes interrogés, sinon "mauvaise" ou "très mauvaise" pour 30% des analystes. Pour ce qui est de l'équipe des candidats de l'Alliance Sociale, 67% des analystes la trouvent "passable", et 20% la qualifient de "mauvaise" ou "très mauvaise". En somme, neuf analystes sur dix estiment que le gouvernement qui sortira des urnes ne constituera pas une "bonne" équipe capable de relever nos défis économiques. Certains considèrent même que l'Alliance MSM-MMM n'est pas vraiment une équipe, mais plutôt "a one man show". D'autres entretiennent encore des doutes sur les capacités de leadership de celui qui aspire à être Premier ministre au sein de l'Alliance Sociale.

5) Quelle Alliance est susceptible d'appliquer la **meilleure politique** sur les questions suivantes ?

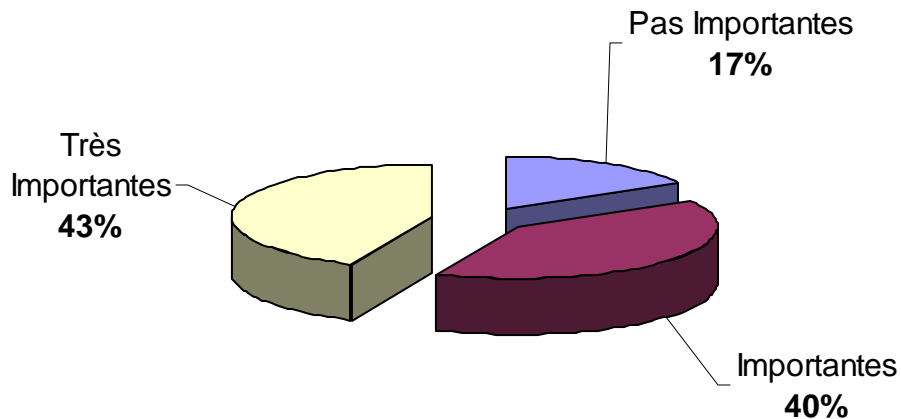


Commentaire : L'investissement doit produire des résultats

La seule politique pour laquelle une majorité d'analystes donne crédit à l'Alliance MSM-MMM, c'est celle visant à encourager l'investissement. Presque deux tiers des analystes lui font confiance là-dessus. C'est déjà énorme, mais insuffisant si l'on doit voir l'économie dans sa globalité. Ainsi, deux analystes sur trois sont d'avis que l'Alliance Sociale sera plus encline à alléger la pression fiscale, et 60% des analystes pensent qu'elle sera plus capable de favoriser la création d'emplois. Pour ce qui est de la maîtrise de l'inflation et de la réduction du déficit budgétaire, les analystes sont plus ou moins partagés. Sous ces deux chapitres, la performance du gouvernement MSM-MMM n'est pas brillante, mais on n'a pas non plus un bon souvenir du gouvernement précédent sous le règne travailliste. Pour synthétiser, il nous faut une politique de l'investissement qui va dans le sens de la création d'emplois.

6) Quelle importance accordez-vous à ces élections générales pour l'**orientation future** de la politique économique de l'île Maurice ?

L'importance de ces élections pour l'orientation future de notre politique économique



Commentaire : Des élections très importantes pour notre économie

Les élections générales de 2005 sont "importantes" ou "très importantes" pour notre économie selon 83% des analystes. Car l'île Maurice se trouve à un tournant où elle doit choisir entre se réformer ou mourir. C'est dire l'attente de nos analystes qui n'accepteront pas une politique de l'autruche de la part du prochain gouvernement. Celui-ci, pendant les cinq prochaines années, devra instaurer la confiance dans le pays en envoyant de bons signaux, notamment par rapport au fonctionnement de nos institutions, par rapport à la lutte contre la corruption et contre le gaspillage des ressources publiques, et par rapport à la stabilisation de la roupie. Tout cela implique un "*radical rethink*" autour de l'intégration de notre économie à la mondialisation : c'est le message de la majorité des analystes interrogés.

PluriConseil Ltd

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone / Fax: (230) 234 2761

Mobile: (230) 736 1735

Website: www.pluriconseil.com

E-mail: eric.ng.ping.cheun@pluriconseil.com

VAT number: VAT20290904

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.